

« Le niveau de tension est très élevé » : avec un potentiel retour des Gilets jaunes, les députés sur le qui-vive

Le personnel de la Garde républicaine en poste pour sécuriser le bâtiment de l'Assemblée nationale a l'habitude des manifestations organisées devant l'édifice. Celle qui s'est tenue ce mardi 15 septembre ne présentait pas de danger particulier. Elle émanait de policiers répondant à l'appel du syndicat Alliance, pour réclamer des revalorisations salariales, une hausse des effectifs ou encore de meilleures conditions de travail.

L'Assemblée a connu des journées bien plus agitées. Comme celle du 9 février 2019, pour l'Acte XIII des Gilets jaunes (<https://www.leparisien.fr/economie/hausse-des-prix-des-carburants-appels-a-la-mobilisation-sur-les-reseaux-sociaux-un-retour-du-mouvement-des-gilets-jaunes-est-il-credible-11-09-2026-3TJAGHFTL5G55DH6ZVKHQNLF4.php>). Ce jour-là, de violentes altercations éclatent devant le Palais-Bourbon. Des manifestants secouent les grilles, tentent de les escalader. Puis le drame, un manifestant se fait arracher la main par la grenade d'un lieutenant de gendarmerie.

Plus de sept ans sont passés et voici que l'on se demande si de telles scènes ne pourraient pas se reproduire. La perspective est à tout le moins prise très au sérieux par les services du renseignement territorial, qui appellent à une « vigilance particulière ».

En 2019, déjà, les prix du carburant (<https://www.leparisien.fr/economie/prix-des-carburants-le-sp-95-e10-a-un-niveau-jamais-atteint-le-gazole-lui-aussi-proche-de-son-record-09-09-2026-IN7LDWWIDFA6XDU2VCNYIA6OSQ.php>) avaient joué un rôle prépondérant. Mais ils ne franchissaient pas la barre des 1,60 à l'époque, au moment du déclenchement du mouvement. Des broutilles par rapport à ceux constatés aujourd'hui et l'hypothèse, brandie par certains spécialistes, avec des prix susceptibles d'approcher les 3 euros le litre à la pompe.

Alors que constatent les députés quand ils sont sur le terrain, dans leurs circonscriptions ? Très clairement, deux camps se dégagent sur le sujet. Il y a ceux pour qui le risque de voir un mouvement se constituer est très fort, voire inéluctable. « On a des témoignages de personnes qui disent s'organiser sur les réseaux sociaux pour des blocages ou des mobilisations spontanées autour des ronds points, assure le député Sacha Houlié. Le niveau de tension est très élevé. »

« Je sens que les gens ont peur »

Aujourd'hui rattaché au groupe socialiste, l'ancien macroniste avait vécu de près les débordements de 2019. Sa permanence, comme bien d'autres, avait été dégradée. Sauf qu'à l'inverse du député socialiste de l'Ardèche Hervé Saulignac, lui ne se trouvait pas à l'intérieur de la permanence au moment de l'attaque. Ce dernier ne voit pas vraiment arriver à ce stade les Gilets jaunes sur les ronds points. « Depuis mon territoire c'est encéphalogramme plat sur le sujet, nous assure-t-il. Il y a une grogne de rentrée notamment sur le prix des carburants, mais elle reste sous-jacente. »

À droite, le député LR Antoine Vermorel se veut méfiant. « Je sens que les gens ont peur, comme me l'a dit une dame sur un marché, du fait de la guerre, de la dette et de la présidentielle ». Mais l'élue de la Loire pointe surtout un autre élément, « pas encore visible » selon lui : « Les Français commencent à avoir faim, avec une inflation

(<https://www.leparisien.fr/economie/france-linflation-seleve-a-21-sur-un-an-en-juillet-les-prix-de-lenergie-et-de-s-services-en-hausse-14-08-2026-ZFN3YMBMLBAIFBSX7OAW6K5J7L.php>), alimentaire à plus de 20 % en quatre ans ».

Le carburant, la nourriture, mais aussi le fioul domestique. Le député PS Dominique Potier a récemment écrit aux préfets pour faire part d'une certaine incompréhension qu'il n'y ait pas plus de colère. « La colère est extrêmement forte, je la crois aussi plus générale et multifactorielle qu'en 2019, plaide de son côté l'Insoumis Antoine Léaument. Je la sens très présente dans les banlieues. Mais il y a aussi, sans doute, cette logique chez les Français de se dire que tout cela se réglera dans les urnes. » Et qui éviterait l'explosion ?

Les enjeux politiques sont tels que plusieurs députés craignent l'instrumentalisation politique. « On voit bien de quel côté ça pousse, plutôt à l'extrême gauche », assure le député Renaissance Ludovic Mendès. « Nous, on ne pousse à rien », rétorque l'Insoumis Léaument, rappelant le mantra de « révolution citoyenne » de Jean-Luc Mélenchon. (<https://www.leparisien.fr/politique/vers-un-retour-des-gilets-jaunes-le-ps-et-lfi-prets-a-soutenir-des-mobilisations-contre-la-vie-chere-13-09-2026-4OUJEV44H5EARAL36IJGIVZVPY.php>).

En 2019, le mouvement protestataire était né directement d'une défiance très forte envers la classe politique. « C'était les 80 km/h d'Édouard Philippe, la taxe carbone, se rappelle Ludovic Mendès, qui explique ne pas avoir reçu d'alertes des forces de l'ordre lorsqu'il les a sollicités sur le sujet. Là, on a le sentiment que les Français ont bien compris que les causes étaient avant tout liées au contexte international. »

La donne a été identifiée par l'Élysée, qui cite la guerre en Ukraine (<https://www.leparisien.fr/international/ukraine/>), la situation dans le détroit d'Ormuz ou encore la prise de Bab el-Mandeb comme les trois facteurs exogènes de l'explosion des prix du carburant. « Le gouvernement est en première ligne sur l'aspect national. Nous, on agit sur l'international qui est la clé pour baisser les prix du marché », précise le Palais.

La semaine prochaine, Emmanuel Macron (<https://www.leparisien.fr/politique/emmanuel-macron/>), se déplacera notamment en Irak et en Jordanie. La crise du carburant, particulièrement le problème de son approvisionnement, devrait être à l'ordre du jour.

Cet article est paru dans Le Parisien (site web) (<https://www.leparisien.fr/politique/le-niveau-de-tension-est-tres-eleve-avec-un-potentiel-retour-des-gilets-jaunes-les-deputes-sur-le-qui-vive-15-09-2026-W4K25KSO75FVXCT4W7LIUGEBLE.php>)

Illustration(s) :

LP / Olivier Corsan.

Édouard Philippe

Maître des requêtes au Conseil d'État Rapporteur près la commission spéciale de cassation des pensions adjointe au Conseil d'État (1997-1999) Directeur général des services de l'UMP (juillet ...

acteurspublics

Emmanuel Macron

Inspecteur des finances Membre du comité de rédaction de la revue Esprit Administrateur du théâtre de la ville de Paris Membre et rapporteur général adjoint de la commission pour la libération ...

acteurspublics

Jean-Luc Mélenchon

Enseignant en philosophie
Président-fondateur de
l'association "Pour la
république sociale" (Prs)
(2004) Directeur de la
publication du bulletin
hebdomadaire "À gauche"
(1979-2008) Membre du
comité directeur puis du ...

acteurspublics

© 2026 leparisien.fr. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0h6UqSyWWEU8yCzOje8H0LTz-V6K2V6HvKpMfl02HTUhtKqKELuSjF_O0Nw70a_5w_CR_gu072RblyYYnCmTo58YYDfR7ol7wEniQX30orz4Yjdm

**news·20260915·PFR·edd×cpafr×c20260915×c5f7c33fda2e34b34036
3e67b55a4b138c56d7c97**